



Distr.  
LIMITEE

A/C.2/L.327  
21 février 1957  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Onzième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 27 de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

Projet de rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : M. J.P. BANNIER (Pays-Bas)

[Note d'introduction : En faisant distribuer son projet de rapport, le Rapporteur prie les délégations qui voudraient y voir apporter des modifications de bien vouloir soumettre leurs suggestions soit à lui-même, soit au Secrétaire de la Commission au plus tard à la fin de la séance du . Comme les comptes rendus analytiques des débats de la Commission sont à la disposition des représentants aux séances plénières, le Rapporteur n'a pas cherché à résumer ces débats. Cette méthode est conforme à la procédure généralement admise et à la pratique suivie dans le passé par la Deuxième Commission.]

1. A sa 578ème séance, le 15 novembre 1956, l'Assemblée générale a renvoyé la question suivante à la Deuxième Commission :

Développement économique des pays sous-développés :

- a) Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique : rapport du Comité ad hoc
- b) Problèmes fiscaux internationaux : rapport du Conseil économique et social
- c) Industrialisation des pays sous-développés.

2. Sur la proposition du Président (A/C.2/L.277), la Deuxième Commission a décidé, à sa 387ème séance, qu'au cours de la discussion générale sur cette question, les membres de la Commission pourraient ne pas se borner à exprimer leur opinion sur les sujets des trois subdivisions et pourraient discuter et présenter à leur gré des propositions concernant un aspect quelconque de la question. La Commission a

également décidé, en ce qui concerne le rapport du Conseil économique et social (A/3154)<sup>1/</sup>, que les membres de la Commission seraient libres de parler en même temps des sections des chapitres II, IV et V du rapport du Conseil relatives à des questions économiques générales et qui, à leur avis, ont trait au point en discussion, et qu'il serait approprié, lors de l'examen de chacune des subdivisions du point 27, d'étudier les parties correspondantes du chapitre III du rapport du Conseil. A la même séance, la Commission a décidé d'examiner les trois subdivisions dans l'ordre suivant : c) Industrialisation des pays sous-développés, a) Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, b) Problèmes fiscaux internationaux.

3. La Commission a examiné le point 27 au cours de 36 séances (A/C.2/SR.402-414, 420, 423-425, 427-438, 440, 444, 446-450) qui ont eu lieu entre le 12 décembre 1956 et le

. Les 13 premières séances ont été consacrées à la discussion générale, à laquelle 58 délégations ont pris part, après une déclaration liminaire du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales (A/C.2/L.293).

4. La Commission était saisie des documents suivants :

Rapport du Conseil économique et social (A/3154)<sup>1/</sup>

Rapport intérimaire du Comité ad hoc sur la question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique (A/3134)

Mémoire du Secrétaire général (A/3192, B)

Déclaration du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales (A/C.2/L.293)

La Commission a également été saisie des propositions précises ci-après :

a) Au sujet de la subdivision a) : Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique :

Projet de résolution présenté par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, l'Equateur, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Nicaragua, la République Dominicaine, le Salvador, le Panama, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela (A/C.2/L.296)

Projet de résolution présenté par l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, la Birmanie, Ceylan, l'Egypte, l'Ethiopie, la Grèce, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Népal, le Pakistan, les Pays-Bas, les Philippines, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Tunisie, le Yémen et la Yougoslavie (A/C.2/L.300)

---

<sup>1/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, onzième session, Supplément No 3.

Amendement de l'Iran (A/C.2/L.302) au projet précité des vingt-trois Puissances (A/C.2/L.300)

Projet de résolution présenté par l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, la Bolivie, la Birmanie, Ceylan, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, l'Equateur, l'Egypte, l'Ethiopie, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Népal, le Nicaragua, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, les Philippines, la République Dominicaine, le Salvador, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Tunisie, l'Uruguay, le Venezuela, le Yémen et la Yougoslavie (A/C.2/L.315 et Rev.1). L'Irak et la Libye se sont joints aux auteurs du projet de résolution révisé.

Amendements du Danemark (A/C.2/L.317) au projet de résolution ci-dessus (A/C.2/L.315)

Projet de résolution présenté par le Danemark et l'Irlande (A/C.2/L.321)

Projet de résolution présenté par l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, la Bolivie, la Birmanie, Ceylan, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, le Danemark, l'Equateur, l'Egypte, l'Ethiopie, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, l'Iran, l'Irlande, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, le Népal, le Nicaragua, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, les Philippines, la République Dominicaine, le Salvador, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Tunisie, l'Uruguay, le Venezuela, le Yémen et la Yougoslavie (A/C.2/L.315/Rev.2)

Projet de résolution présenté par l'Egypte, l'Irak et le Pakistan (A/C.2/L.316)

b) Au sujet de la subdivision b) : Problèmes fiscaux internationaux :

Projet de résolution présenté par l'Argentine, la France, les Pays-Bas et le Venezuela (A/C.2/L.318)

c) Au sujet de la subdivision c) : Industrialisation des pays sous-développés :

Projet de résolution présenté par le Pakistan (A/C.2/L.304)

Projet de résolution présenté par l'Argentine, la Bolivie, la Colombie, le Costa-Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Salvador, l'Uruguay et le Venezuela (A/C.2/L.305)

Projet de résolution présenté par l'Egypte (A/C.2/L.306)

Projet de résolution présenté par l'Egypte et le Pakistan (A/C.2/L.311).

5. La Commission a également été saisie d'un projet de résolution du Canada et de la Norvège (A/C.2/L.295) intitulé "Rassemblement des renseignements concernant l'assistance économique internationale aux pays peu développés"; sur la proposition

/...

des auteurs du projet **et avec** l'accord de la Commission (voir A/C.2/SR.411), ce texte devait être examiné après la clôture de la discussion générale sur le point 27 et après l'examen des trois subdivisions de ce point à savoir : Industrialisation, SUNFED et problèmes fiscaux internationaux.

6. A propos du point 27, la Commission a également examiné la résolution 619 (XXII) du Conseil économique et social intitulée "Financement du développement économique", partie B "Courant international de capitaux privés".

## I. INDUSTRIALISATION DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

7. La question a été examinée par la Commission entre le 21 et le 28 janvier 1957 (A/C.2/SR.420-425, 427-428). Vingt-sept délégations ont pris part à la discussion générale qui a duré de la 420ème à la 425ème séance.

8. La Commission a été saisie des projets de résolution ci-après et des amendements s'y rapportant :

- i) Un projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.304) en vertu duquel l'Assemblée générale : 1) ferait sienne la résolution 597 (XXI) du Conseil économique et social qui, notamment, réaffirme les responsabilités particulières du Conseil quand il s'agit de susciter et de coordonner les activités visant à accélérer l'industrialisation et à améliorer la productivité des pays en voie de développement, cette accélération et cette amélioration étant des éléments essentiels de tout programme de développement équilibré; 2) prierait le Secrétaire général de prendre dûment en considération, lors de la mise en oeuvre du programme de travail relatif à l'industrialisation et à la productivité, les diverses suggestions qui ont été faites à la vingt-deuxième session du Conseil économique et social et à la onzième session ordinaire de l'Assemblée générale, ainsi que les directives et les principes énoncés dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil; 3) prierait le Secrétaire général, comme suite à la résolution 618 (XXII) du Conseil économique et social, de présenter au Conseil, à sa vingt-cinquième session, un rapport sur la question des moyens de mise en oeuvre nécessaires dans le domaine de l'industrialisation;
- ii) Un projet de résolution présenté par l'Argentine, la Bolivie, la Colombie, le Costa-Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Salvador, l'Uruguay et le Venezuela (A/C.2/L.305) en vertu duquel l'Assemblée générale, a) reconnaissant que l'industrialisation est une condition indispensable du développement économique des pays sous-développés, b) rappelant ses résolutions 521 et 522 (VI), c) prenant note des travaux que le Conseil économique et social, le Secrétaire général et les commissions économiques régionales ont effectués, principalement aux termes des résolutions précitées, travaux parmi lesquels il convient de mentionner les

/...

résolutions du Conseil en matière d'industrialisation et de productivité, le programme approuvé à ce sujet par le Conseil, l'étude du Secrétaire général intitulée "Processus et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés" (E/2670) et les études spéciales effectuées par les commissions économiques régionales, d) tenant compte, d'une part, de ce que les pays sous-développés ont manifesté leur volonté de promouvoir leur industrialisation pour assurer le développement sain et équilibré de leur économie et, d'autre part, de ce que les pays industrialisés ont clairement indiqué qu'ils étaient disposés à coopérer aux efforts déployés en ce sens, 1) exprimerait sa satisfaction des travaux exécutés par le Conseil économique et social, le Secrétaire général et les commissions économiques régionales dans les domaines de l'industrialisation et de la productivité et les inviterait instamment à continuer d'accorder une attention toute particulière à ces questions; 2) inviterait les Etats Membres à examiner avec la plus grande attention les études que l'Organisation des Nations Unies a effectuées ou effectuée en matière d'industrialisation et de productivité, et inviterait tout spécialement les gouvernements des pays en voie de développement à mettre à profit de la manière qu'ils jugeraient appropriée, dans l'intérêt de leur pays, les conclusions et recommandations contenues dans ces études;

- iii) Un projet de résolution de l'Egypte (A/C.2/L.306), aux termes duquel l'Assemblée générale : 1) ferait siennes les résolutions 597 A (XXI) et 618 (XXII) du Conseil économique et social qui, notamment, réaffirment les responsabilités particulières du Conseil quand il s'agit de susciter et de coordonner les activités visant à accélérer l'industrialisation et à améliorer la productivité des pays en voie de développement afin d'aider ces pays à équilibrer davantage leur économie; 2) prierait le Secrétaire général de prendre dûment en considération, lors de la mise en oeuvre du programme de travail relatif à l'industrialisation et à la productivité, les diverses suggestions faites aux vingt-deuxième et vingt-troisième sessions du Conseil économique et social et à la onzième session ordinaire de l'Assemblée générale, ainsi que les directives et les principes énoncés dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée

/...

générale et du Conseil; 3) prierait le Secrétaire général, comme suite aux résolutions 597 A (XXI) et 618 (XXII) du Conseil économique et social, d'établir, pour que le Conseil l'examine à sa vingt-cinquième session, un rapport sur les moyens de mise en oeuvre nécessaires dans le domaine de l'industrialisation des pays sous-développés, y compris la constitution d'un groupe spécial autonome et d'un organe directeur composé d'experts gouvernementaux.

9. Le projet de résolution des neuf Puissances (A/C.2/L.305) a été examiné à la 427ème séance. Le représentant du Pérou a présenté de vive voix les amendements suivants, qui ont été acceptés par les auteurs du projet : a) ajouter entre le troisième et le cinquième considérants, un nouvel alinéa ainsi conçu : "Prenant note de l'oeuvre accomplie dans ce domaine par les institutions spécialisées"; b) au paragraphe 1 du dispositif, ligne 2, supprimer "et"; après "les commissions économiques régionales", ajouter "et les institutions spécialisées"; c) insérer au paragraphe 2 du dispositif, après les mots "l'Organisation des Nations Unies", les mots "et les institutions spécialisées".

10. En ce qui concerne le dernier considérant, le représentant de l'Egypte a proposé de supprimer les mots "et, d'autre part, de ce que les pays industrialisés ont clairement indiqué qu'ils étaient disposés à coopérer aux efforts déployés en ce sens". Il a proposé de remplacer le membre de phrase précité par les mots "et, d'autre part, de ce que d'autres pays ont indiqué qu'ils étaient disposés à coopérer aux efforts déployés dans ce sens". Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a proposé de modifier le texte présenté par l'Egypte comme suit : "et, d'autre part, de ce que les pays industrialisés et les autres pays ont clairement indiqué ... etc.". La nouvelle rédaction proposée par l'Egypte a été rejetée par 38 voix contre 15, avec 13 abstentions, et le sous-amendement des Etats-Unis a été retiré. Un amendement de l'Union soviétique tendant à remplacer, au paragraphe 1 du dispositif, les mots "Exprime sa satisfaction des" par "Note les", a été rejeté par 49 voix contre 7, avec 8 abstentions. Le membre de phrase du dernier considérant "et, d'autre part, de ce que les pays industrialisés ont clairement indiqué qu'ils étaient disposés à coopérer aux efforts déployés en ce sens" a été mis aux voix séparément à la demande du représentant de l'Egypte et a été maintenu par 47 voix contre 2, avec 16 abstentions.

/...

11. A sa 427ème séance, la Commission a adopté par 63 voix contre zéro, avec 3 abstentions l'ensemble du projet de résolution des neuf Puissances (A/C.2/L.305), modifié par les amendements présentés de vive voix par le Pérou et acceptés par les auteurs du projet.

12. En conséquence, la Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale l'adoption du projet de résolution IV qui figure en annexe au présent rapport.

13. En ce qui concerne les projets de résolutions présentés respectivement par le Pakistan (A/C.2/L.304) et par l'Egypte (A/C.2/L.306), leurs auteurs les ont fondus en un seul texte (A/C.2/L.311), qui a été présenté à la Commission à sa 428ème séance. Aux termes de ce projet de résolution, l'Assemblée générale :

1) ferait sienne la résolution 597 (XXI) du Conseil économique et social qui, notamment, réaffirme les responsabilités particulières du Conseil quand il s'agit de susciter et de coordonner les activités visant à accélérer l'industrialisation et à améliorer la productivité des pays en voie de développement, cette accélération et cette amélioration étant des éléments essentiels de tout programme de développement équilibré; 2) prierait le Secrétaire général de prendre dûment en considération, lors de la mise en oeuvre du programme de travail relatif à l'industrialisation et à la productivité, les diverses suggestions qui ont été faites à la vingt-deuxième session du Conseil économique et social et à la onzième session ordinaire de l'Assemblée générale, ainsi que les directives et les principes énoncés dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil; 3) prierait le Secrétaire général, comme suite à la résolution 618 (XXII) du Conseil économique et social, de présenter un rapport sur les diverses dispositions structurales et administratives qu'il pourrait y avoir lieu de prendre.

14. Le représentant du Venezuela a proposé de modifier le paragraphe 2 du dispositif en supprimant le membre de phrase "ainsi que les directives et principes énoncés dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil"; cependant, à la suite des explications données par les auteurs du projet de résolution, il n'a pas insisté pour que son amendement soit mis aux voix.

15. Les auteurs du projet ont accepté les amendements ci-après, présentés de vive voix : a) un amendement des Etats-Unis tendant à remplacer le deuxième alinéa du préambule, ainsi conçu :

"Notant que s'il existe actuellement plusieurs organisations internationales qui ont entrepris des programmes dans divers domaines de l'industrialisation, il n'y en a cependant aucune qui ait pour tâche essentielle de procéder à un examen d'ensemble des problèmes généraux de l'industrialisation et de la productivité,"

par le texte du cinquième alinéa du préambule de la résolution 597 (XXI) du Conseil, conçu comme suit :

"Reconnaissant la nécessité de prendre, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et sous l'égide du Conseil économique et social, des dispositions structurales appropriées pour traiter les questions d'industrialisation et de productivité,";

b) un amendement de l'Irlande tendant à insérer, au dernier paragraphe du dispositif, deuxième ligne, après le mot "rapport", les mots "à la vingt-cinquième session du Conseil économique et social".

16. A sa 428ème séance, la Commission a adopté à l'unanimité l'ensemble du projet de résolution commun (A/C.2/L.311), modifié par les amendements verbaux précités, qui avaient été acceptés par les auteurs du projet.

17. En conséquence, la Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale l'adoption du projet de résolution V qui figure en annexe au présent rapport.

II. QUESTION DE LA CREATION D'UN FONDS SPECIAL DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

18. La Commission a examiné cette question du 28 janvier au 21 février 1957 (A/C.2/SR.428-436, 444 et 446-450). Au cours des 428ème à 436ème séances, quarante-deux délégations ont pris part à la discussion générale.

19. La Commission était saisie des projets de résolution et amendements ci-après :

- i) Un projet de résolution présenté par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, l'Equateur, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, la République Dominicaine, le Salvador, l'Uruguay et le Venezuela (A/C.2/L.296), aux termes duquel l'Assemblée générale : 1) féliciterait les membres du Comité ad hoc, créé par la résolution 923 (X) de l'Assemblée générale, du travail qu'ils ont accompli en préparant et en rédigeant leur rapport intérimaire; 2) réitérerait sa décision de créer et d'organiser le Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, étant donné qu'il est, à son avis, possible et nécessaire de le faire dans le plus bref délai; 3) prierait le Comité ad hoc, composé des représentants des gouvernements de seize pays, de présenter en même temps que le rapport définitif qu'il doit soumettre au Conseil économique et social à sa vingt-troisième session, un projet de statut du Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, afin que l'Assemblée générale puisse, sur le rapport du Conseil économique et social, prendre une décision définitive, à sa douzième session, en ce qui concerne l'approbation et l'application immédiate de ce statut;
- ii) Un projet de résolution présenté par l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, la Birmanie, Ceylan, l'Egypte, l'Ethiopie, la Grèce, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Népal, le Pakistan, les Pays-Bas, les Philippines, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Tunisie, le Yémen et la Yougoslavie (A/C.2/L.300), aux termes duquel l'Assemblée générale : 1) féliciterait le Comité ad hoc de son rapport intérimaire; 2) réitérerait l'appel que le Conseil économique et social a adressé aux gouvernements qui n'ont pas répondu aux questions posées par l'Assemblée générale dans sa résolution 923 (X) du 9 décembre 1955

/...

en leur demandant de le faire le plus tôt possible; 3) prierait le Comité ad hoc : a) de préparer un projet de statut du Fonds spécial et d'étudier les nouvelles mesures qu'il conviendrait de prendre pour que ses opérations puissent commencer prochainement; b) de présenter au Conseil économique et social, à sa vingt-quatrième session, un projet de statut et un rapport sur les nouvelles mesures recommandées pour que les opérations du Fonds spécial puissent commencer prochainement; 4) prierait le Conseil économique et social de transmettre à l'Assemblée générale, à sa douzième session, avec ses recommandations, le projet de statut et le rapport sur les nouvelles mesures à prendre pour que les opérations du Fonds puissent commencer, ainsi que le rapport final du Comité ad hoc; 5) inviterait le Secrétaire général à fournir au Comité ad hoc toutes les facilités nécessaires;

- iii) Un amendement au projet de résolution précité des vingt-trois Puissances (A/C.2/L.300), déposé par le représentant de l'Iran (A/C.2/L.302) et tendant à ajouter l'alinéa suivant au préambule :

"Considérant que, d'après la résolution 923 (X) de l'Assemblée générale, toute économie que permettrait de réaliser le désarmement constituerait un apport additionnel au capital du Fonds spécial,".

20. A sa 432ème séance, la Commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, la Birmanie, la Bolivie, Ceylan, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, l'Egypte, l'Equateur, l'Ethiopie, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Népal, le Nicaragua, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, les Philippines, la République Dominicaine, le Salvador, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Tunisie, l'Uruguay, le Venezuela, le Yémen et la Yougoslavie (A/C.2/L.315) et tendant à ce que l'Assemblée générale :

1) félicite le Comité ad hoc du travail qu'il a accompli en préparant son rapport intérimaire; 2) réaffirme son intention de créer un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique; 3) prie le Comité ad hoc : a) de préparer un projet de statuts pour un Fonds spécial des Nations Unies et d'étudier les nouvelles mesures qu'il conviendrait de prendre afin que ses opérations puissent commencer prochainement; b) de présenter, à la vingt-quatrième session du Conseil économique et social, un projet de statuts et un rapport sur les nouvelles mesures

/...

recommandées pour que les opérations du Fonds puissent commencer prochainement; 4) prie le Conseil économique et social de transmettre à l'Assemblée générale, à sa douzième session, avec le rapport final du Comité ad hoc mentionné au paragraphe 4 du dispositif de la résolution 923 (X), ainsi qu'avec ses recommandations, le projet de statuts et le rapport sur les nouvelles mesures à prendre pour que les opérations du Fonds spécial puissent commencer prochainement; 5) invite le Secrétaire général à fournir au Comité ad hoc toutes les facilités nécessaires.

21. Des amendements au projet de résolution précité des trente-neuf Puissances ont été présentés par le Danemark (A/C.2/L.317). Ces amendements tendent à :

1) remplacer le paragraphe 3 du dispositif par le texte suivant :

"Prie le Comité ad hoc, lorsqu'il rédigera son rapport final pour la vingt-quatrième session du Conseil économique et social de développer ses conclusions, afin d'y indiquer :

- "a) Les autres systèmes qui, d'après les réponses au questionnaire, pourraient être envisagés en ce qui concerne la création d'un fonds de développement;
- "b) Les principales différences entre ces systèmes;
- "c) Les conséquences de ces différences;
- "d) Des exemples concrets de projets qui pourraient servir à illustrer le genre de programmes qui pourraient être financés par un fonds de développement multilatéral;"

2) remplacer, au paragraphe 4 du dispositif, la dernière partie commençant par "avec le rapport final..." par le texte ci-après :

"Le rapport final du Comité ad hoc mentionné au paragraphe précédent ainsi que ses recommandations sur les nouvelles mesures que l'on pourrait prendre en vue de la création d'un fonds de développement international dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies."

3) insérer, au paragraphe 5 du dispositif, les mots "les gouvernements des Etats Membres et" après le mot "Invite" et remplacer les mots "toutes les facilités nécessaires" par "toute l'aide nécessaire"; le paragraphe 5 serait donc ainsi conçu :

"5. Invite les gouvernements des Etats Membres et le Secrétaire général à fournir au Comité ad hoc toute l'aide nécessaire."

/...

22. A la 436<sup>ème</sup> séance, le représentant de l'Afghanistan, parlant au nom des coauteurs, a retiré le projet de résolution des vingt-trois Puissances (A/C.2/L.300).

23. A la 440<sup>ème</sup> séance, un projet de résolution a été soumis par le Danemark et l'Irlande (A/C.2/L.321), proposant à l'Assemblée générale : 1) de féliciter le Comité ad hoc du travail qu'il a accompli en préparant son rapport intérimaire; 2) de prier le Comité ad hoc de préparer, pour le présenter au Conseil économique et social, à sa vingt-quatrième session, en tant que supplément au rapport final demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 923 (X), un autre rapport qu'il établira en se fondant sur les vues exprimées par les gouvernements dans leurs réponses au questionnaire annexé à la résolution 923 (X) et sur les suggestions formulées au sujet de la structure et des opérations d'un fonds des Nations Unies pour le développement économique international pendant la vingt-deuxième session du Conseil économique et social et la onzième session de l'Assemblée générale; dans ce rapport, le Comité ad hoc devra : a) dégager de ces vues et suggestions les formules générales selon lesquelles pourrait être conçu le cadre juridique d'un fonds spécial, afin de faciliter la rédaction de statuts à bref délai lorsque la création de ce fonds aura été décidée; b) indiquer les types de projets qui pourraient être financés par un fonds des Nations Unies pour le développement économique; c) exposer les rapports qu'il pourrait y avoir entre un fonds des Nations Unies pour le développement économique et les programmes d'assistance technique des Nations Unies, les institutions spécialisées et les autres programmes déjà entrepris dans le domaine du développement économique international; 3) d'autoriser le Comité ad hoc, aux fins énoncées au paragraphe 2, à demander aux gouvernements qui ont fait connaître leur opinion au Comité ad hoc de reviser cette opinion à la lumière des observations présentées par d'autres gouvernements, dans les cas où cette revision pourrait contribuer à réduire le nombre des formules possibles que le Comité ad hoc devrait prendre en considération dans son rapport complémentaire; 4) de prier en outre le Comité ad hoc de joindre en annexe à son rapport final toutes suggestions ou propositions connexes que les gouvernements jugeraient bon de présenter au sujet de l'aide économique à fournir aux pays sous-développés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;

/...

5) de prier le Conseil économique et social de transmettre à l'Assemblée générale, à sa douzième session, le rapport final et le rapport complémentaire du Comité ad hoc, ainsi que ses recommandations sur les nouvelles mesures que l'on pourrait prendre en vue de la création prochaine d'un fonds pour le développement économique international dans le cadre des Nations Unies; 6) d'inviter les gouvernements des Etats Membres et le Secrétaire général à fournir au Comité ad hoc toute l'aide nécessaire.

/...

24. A la 444ème séance, à la suite d'entretiens officiels entre les auteurs des diverses propositions, un texte révisé du projet de résolution des 39 Puissances cité ci-dessus (A/C.2/L.315/Rev.1) a été présenté; dans ce texte les paragraphes 3, 4 et 5 du dispositif initial étaient remplacés par le texte suivant :

"3. Prie le Comité ad hoc, en tenant compte des vues exprimées par les gouvernements dans leurs réponses au questionnaire annexé à la résolution 923 (X), des résolutions antérieures de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social relatives à la création d'un fonds spécial, des rapports des comités spéciaux et groupes d'experts réunis précédemment et des suggestions faites au cours de la vingt-deuxième session du Conseil économique et social et de la onzième session de l'Assemblée générale :

"a) De préparer, en tant que mesure précédant immédiatement la rédaction définitive des statuts, les bases juridiques sur lesquelles un fonds spécial sera créé;

"b) D'indiquer dans leurs grandes lignes ce que pourraient être les programmes d'opérations d'un fonds spécial;

"c) D'envisager d'autres mesures pour le fonctionnement d'un fonds spécial;

"d) De présenter au Conseil économique et social, à sa vingt-quatrième session, un rapport sur les questions visées aux alinéas a), b) et c) ci-dessus, à savoir : bases juridiques, grandes lignes des programmes et recommandations relatives aux autres mesures qui pourraient être prises;

"4. Prie le Conseil économique et social de transmettre à l'Assemblée générale, à sa douzième session, avec le rapport final du Comité ad hoc prévu au paragraphe 4 du dispositif de la résolution 923 (X), le rapport visé à l'alinéa d) du paragraphe 3 du dispositif de la présente résolution;

"5. Invite le Secrétaire général à fournir au Comité ad hoc toute l'aide nécessaire".

25. L'Iran et la Libye sont devenus les coauteurs du projet de résolution révisé ci-dessus, présenté à la 446ème séance par le représentant de l'Inde. Le représentant de l'Iran a retiré son amendement (A/C.2/L.302).

26. Après de nouvelles consultations entre les auteurs des différentes propositions portant sur ce point de l'ordre du jour, un texte révisé commun a été déposé à la 449ème séance, le 21 février (A/C.2/L.315/Rev.2); il avait pour auteurs

l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, la Birmanie, la Bolivie, Ceylan, le Chili, la Colombie, le Costa-Rica, Cuba, le Danemark, l'Egypte, l'Equateur, l'Ethiopie, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, l'Iran, l'Irlande, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, le Népal, le Nicaragua, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, les Philippines, la République Dominicaine, le Salvador, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Tunisie, l'Uruguay,

/...

le Venezuela, le Yémen et la Yougoslavie. Ce projet de résolution des 43 Puissances invitait l'Assemblée à : 1) féliciter le Comité ad hoc du travail qu'il a accompli en préparant son rapport intérimaire; 2) prier le Comité ad hoc, en se fondant sur les vues exprimées par les gouvernements dans leurs réponses au questionnaire annexé à la résolution 923 (X), sur les résolutions antérieures de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social relatives à la création d'un fonds spécial, sur les rapports des comités spéciaux et groupes d'experts réunis précédemment et sur les suggestions faites au cours de la vingt-deuxième session du Conseil économique et social et de la onzième session de l'Assemblée générale : a) de définir les différents cadres juridiques dans lesquels on peut créer un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et rédiger ses statuts; b) d'indiquer les types de projets qui pourraient trouver place dans les programmes d'opérations d'un Fonds des Nations Unies pour le développement économique; c) de présenter au Conseil économique et social, à sa vingt-quatrième session, en même temps que le rapport final demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 923 (X), un rapport complémentaire préparé en application des alinéas a) et b) ci-dessus; 3) autoriser le Comité ad hoc à joindre en annexe à son rapport final toutes suggestions ou propositions connexes que les gouvernements jugeraient bon de présenter au sujet de l'aide économique à fournir aux pays sous-développés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies; 4) prier le Conseil économique et social de transmettre à l'Assemblée générale à sa douzième session le rapport final et le rapport complémentaire du Comité ad hoc ainsi que toutes recommandations sur les nouvelles mesures qui pourraient faciliter la création prochaine d'un Fonds pour le développement économique international dans le cadre des Nations Unies; 5) inviter les gouvernements des Etats Membres et le Secrétaire général à fournir au Comité ad hoc toute l'aide nécessaire.

27. A la même séance, le représentant de l'Irlande, parlant également au nom de la délégation danoise, a retiré le projet de résolution A/C.2/L.321; le représentant du Salvador, parlant au nom des coauteurs, a retiré le projet de résolution A/C.2/L.296; le Danemark enfin a retiré ses amendements (A/C.2/L.317) au projet de résolution A/C.2/L.315.

28. Après une brève discussion, le projet de résolution révisé des quarante-trois Puissances (A/C.2/L.315/Rev.2) a été adopté à l'unanimité par la Commission, à sa 449ème séance.

/...

29. En conséquence la Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution I annexé au présent rapport.

30. La Commission avait en outre été saisie, à sa 435ème séance, d'un projet de résolution ayant trait à la question de la composition du Comité ad hoc pour le fonds spécial. Ce projet de résolution, présenté par l'Egypte, l'Irak et le Pakistan (A/C.2/L.316) tendait à ce que l'Assemblée générale : 1) décide de porter le nombre des membres du Comité ad hoc de seize à dix-neuf; 2) prie le Président de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 923 (X), de désigner trois nouveaux membres du Comité parmi les nouveaux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

31. La Commission a examiné brièvement ce projet de résolution à sa 449ème séance. Elle a approuvé une proposition du Président selon laquelle, si le projet de résolution était adopté, la procédure à suivre pour la désignation des nouveaux membres du Comité ad hoc serait la même que celle qui avait été employée pour désigner les membres originaux.

32. Le projet de résolution des trois Puissances (A/C.2/L.316) a été adopté par la Commission à sa 449ème séance, par 57 voix contre zéro, avec 5 abstentions.

33. En conséquence, la Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution II annexé au présent rapport.

### III. PROBLEMES FISCAUX INTERNATIONAUX

34. La Commission a examiné le point 27 b) à ses 437ème et 438ème séances, les 7 et 11 février 1957 (A/C.2/SR.437 et 438). Cinq délégations ont pris part au débat général.

35. A sa 437ème séance, la Commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par l'Argentine, la France, les Pays-Bas et le Venezuela (A/C.2/L.318). Ce projet tendait à ce que l'Assemblée générale : 1) prenne note des études que le Secrétaire général a présentées au Conseil économique et social à sa vingt-deuxième session; 2) note avec satisfaction les progrès que plusieurs pays ont accomplis en ce qui concerne la suppression ou la réduction de la double imposition internationale grâce à des mesures législatives nationales et à des accords internationaux; 3) prie le Secrétaire général d'achever aussi rapidement que possible les études demandées dans la résolution 825 (IX) et de les soumettre à l'examen du Conseil économique et social; 4) demande au Conseil économique et social de présenter à l'Assemblée générale, à sa treizième session, les conclusions auxquelles il aura pu parvenir après examen de ces études.

36. A sa 438ème séance, la Commission a adopté le projet de résolution des quatre Puissances précité, par 46 voix contre zéro, avec 8 abstentions.

37. En conséquence, la Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution III annexé au présent rapport.

IV. RASSEMBLEMENT DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSISTANCE ECONOMIQUE  
INTERNATIONALE AUX PAYS PEU DEVELOPPES

38. A ses 449ème et 450ème séances, la Commission a examiné le projet de résolution présenté par le Canada et la Norvège (A/C.2/L.295) intitulé "Rassemblement de renseignements concernant l'assistance économique internationale aux pays peu développés". Aux termes de ce projet de résolution, l'Assemblée générale :

1) prierait le Secrétaire général : a) de préparer, à l'aide des renseignements que peuvent aisément fournir les gouvernements et organismes internationaux, une étude documentaire préliminaire sur l'assistance économique internationale fournie ou reçue par l'intermédiaire d'organismes gouvernementaux ou intergouvernementaux pendant la période triennale se terminant le 31 décembre 1956; b) de présenter cette étude au Conseil économique et social à sa vingt-quatrième session, en l'accompagnant de propositions concernant les méthodes à suivre dans l'exécution d'études de cette nature; 2) prierait en outre le Conseil économique et social d'examiner ce rapport à sa vingt-quatrième session, en vue d'indiquer à l'Assemblée générale s'il recommande la continuation de l'étude et, le cas échéant, sous quelle forme; 3) inviterait les Etats Membres et les institutions spécialisées à coopérer, si besoin est, avec le Secrétaire général, à la mise en oeuvre de cette résolution.

39. A la 449ème séance, un texte révisé du projet de résolution ci-dessus a été présenté (A/C.2/L.295/Rev.1); au paragraphe 1 a) du dispositif se trouvaient ajoutés, après les mots "assistance économique internationale", les mots "aux régions peu développées du monde". L'Argentine et les Philippines sont devenues coauteurs de ce projet de résolution.

40. A la 450ème séance, les auteurs ont révisé le paragraphe 1 b) du dispositif en ajoutant, après les mots "de présenter", les mots "un projet de". Des amendements à ce projet de résolution révisé ont également été présentés oralement :

- i) Le Chili a proposé d'ajouter, après le paragraphe 1 a) du dispositif, le nouveau paragraphe suivant :

"b) De prendre uniquement en considération dans cette étude l'assistance fournie à des fins économiques et de préciser si elle l'a été sous forme de dons, de prêts ou sous d'autres formes, en spécifiant dans chaque cas les prestations fournies et les frais encourus par le pays bénéficiaire;"

L'Argentine a accepté la première partie de cet amendement, jusqu'aux mots "sous d'autres formes"; l'amendement du Chili n'a pas été mis aux voix.

- ii) La Grèce a proposé : a) de remplacer le paragraphe 1 a) du dispositif par le texte suivant :

"De préparer une étude préliminaire sur les principes et les méthodes de l'assistance économique internationale en vue d'enquêtes futures, et de présenter un rapport au Conseil économique et social;"

- b) de remplacer le paragraphe 1 b) du dispositif par le texte suivant :

"De prier le Conseil économique et social d'examiner ce rapport à sa vingt-quatrième session;"

Au cours de la discussion, le représentant de la Grèce a retiré ces amendements.

- iii) L'Égypte, appuyée par la Grèce, l'Indonésie et la Yougoslavie, a proposé de remplacer le dispositif du projet de résolution par le texte suivant :

"Prie le Conseil économique et social, lorsqu'il examinera à sa vingt-quatrième session la question du financement du développement économique, d'étudier le problème du rassemblement de renseignements concernant l'assistance économique internationale aux pays peu développés."

41. L'amendement égyptien ci-dessus a été accepté par le représentant de la Norvège, au nom des auteurs, avec l'addition des mots suivants :

"en se fondant sur les renseignements que le Secrétaire général pourra fournir, compte tenu des observations présentées par les délégations au cours de la onzième session de l'Assemblée générale."

42. A sa 450ème séance, la Commission a adopté le projet de résolution commun (A/C.2/L.295/Rev.1) avec le nouveau dispositif proposé par 52 voix contre zéro, avec 8 abstentions.

43. La Deuxième Commission recommande donc à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution VI qui figure en annexe au présent rapport.

V. COURANT INTERNATIONAL DES CAPITAUX PRIVES

44. A la 428ème séance, le 28 janvier 1957, le Président a signalé à la Commission que, dans une note (A/C.2/L.310), le Secrétaire général attirait l'attention de l'Assemblée générale sur la partie B (Courant international de capitaux privés) de la résolution 619 (XXII) adoptée par le Conseil économique et social sur le "Financement du développement économique", le 9 août 1956. Dans cette résolution, le Conseil économique et social :

"Recommande à l'Assemblée générale de modifier la demande qu'elle a adressée au Secrétaire général aux termes du paragraphe 6 de sa résolution 824 (IX) du 11 décembre 1954, de manière que le rapport mentionné dans cette résolution soit soumis tous les trois ans et qu'en outre, un rapport soit présenté tous les ans sur l'évolution de la situation, contenant une documentation statistique sur les mouvements de capitaux;"

45. Comme la recommandation susmentionnée du Conseil économique et social nécessitait l'intervention de l'Assemblée générale, le Président a proposé à la Deuxième Commission d'adopter, dans le cadre du point 27 de l'ordre du jour, le projet de résolution suivant préparé par le Secrétaire général :

"L'Assemblée générale,

"Considérant la recommandation qui figure au paragraphe 1 de la résolution 619 B (XXII) du Conseil économique et social, concernant les rapports que le Secrétaire général est invité à présenter au Conseil économique et social sur le courant international de capitaux privés,

"Décide de modifier comme suit la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale :

"a) Supprimer dans la première phrase du paragraphe 6 le mot 'annuellement' et le remplacer par les mots 'tous les trois ans',

"b) Ajouter un nouveau paragraphe ainsi conçu :

'7. Invite en outre le Secrétaire général à préparer annuellement un rapport sur l'évolution de la situation, contenant une documentation statistique sur les mouvements de capitaux.'"

46. A sa 431ème séance, la Commission a adopté ce projet de résolution à l'unanimité, sans vote.

47. La Deuxième Commission recommande donc à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution VII qui figure en annexe au présent rapport.

QUESTION DE LA CREATION D'UN FONDS SPECIAL DES NATIONS UNIES  
POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

PROJET DE RESOLUTION I

L'Assemblée générale,

Persuadée qu'un afflux plus important de capitaux vers les pays sous-développés, en contribuant à améliorer l'économie de ces pays et, vu notamment les disparités qui existent entre le rythme d'expansion économique des pays développés et celui des pays sous-développés, servirait la cause de la paix et aiderait à instaurer une plus grande prospérité dans tous les pays,

Sachant qu'il existe un désir de plus en plus vif de voir l'Organisation des Nations Unies étendre son action dans le domaine du financement du développement économique en vue, notamment, du financement de projets non rentables,

Rappelant que l'idée de la création d'un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique a fait l'objet d'un examen approfondi à l'Assemblée générale depuis un certain nombre d'années, à savoir depuis l'adoption de la résolution 520 (VI), et que divers comités spéciaux, ainsi que des experts, ont donné leur avis sur la question,

Ayant examiné le rapport intérimaire que le Comité ad hoc, créé par l'Assemblée générale en vertu de sa résolution 923 (X), a présenté au Conseil économique et social à sa vingt-deuxième session,

Prenant note de la résolution 619 A (XXII) du Conseil économique et social, dans laquelle le Conseil a exprimé l'espoir que l'Assemblée générale rechercherait, au cours de sa onzième session, d'autres mesures pouvant faciliter la création prochaine d'un fonds spécial pour le développement économique,

1. Félicite le Comité ad hoc du travail qu'il a accompli en préparant son rapport intérimaire;

2. Prie le Comité ad hoc, en se fondant sur les vues exprimées par les gouvernements dans leurs réponses au questionnaire annexé à la résolution 923 (X), sur les résolutions antérieures de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social relatives à la création d'un fonds spécial, sur les rapports des comités spéciaux et groupes d'experts réunis précédemment et sur les suggestions faites au cours de la vingt-deuxième session du Conseil économique et social et de la onzième session de l'Assemblée générale :

a) De définir les différents cadres juridiques dans lesquels on peut créer un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique et rédiger ses statuts;

/...

b) D'indiquer les types de projets qui pourraient trouver place dans les programmes d'opérations d'un fonds des Nations Unies pour le développement économique;

c) De présenter au Conseil économique et social, à sa vingt-quatrième session, en même temps que le rapport final demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 923 (X), un rapport complémentaire préparé en application des alinéas a) et b) ci-dessus;

3. Autorise le Comité ad hoc à joindre en annexe à son rapport final toutes suggestions ou propositions connexes que les gouvernements jugeraient bon de présenter au sujet de l'aide économique à fournir aux pays sous-développés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;

4. Prie le Conseil économique et social de transmettre à l'Assemblée générale à sa douzième session le rapport final et le rapport complémentaire du Comité ad hoc ainsi que toutes recommandations sur les nouvelles mesures qui pourraient faciliter la création prochaine d'un fonds pour le développement économique international dans le cadre des Nations Unies;

5. Invite les gouvernements des Etats Membres et le Secrétaire général à fournir au Comité ad hoc toute l'aide nécessaire.

#### PROJET DE RESOLUTION II

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 923 (X) portant création du Comité ad hoc pour le fonds spécial, composé des représentants de seize gouvernements,

Notant que depuis la création de ce Comité le nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies a sensiblement augmenté,

Considérant que la composition du Comité ad hoc doit refléter plus fidèlement la composition actuelle de l'Organisation des Nations Unies,

Considérant en outre qu'en vue d'assurer à cette fin une représentation satisfaisante des différentes régions et des divers systèmes économiques et sociaux, il convient d'augmenter le nombre des membres du Comité ad hoc,

1. Décide de porter le nombre des membres du Comité ad hoc de seize à dix-neuf;

2. Prie le Président de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 923 (X), de désigner trois nouveaux membres du Comité parmi les nouveaux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

/...

PROBLEMES FISCAUX INTERNATIONAUX

Projet de résolution III

L'Assemblée générale,

Reconnaissant l'importance que présentent les investissements privés pour le financement du développement économique,

Reconnaissant également qu'il conviendrait de prendre des mesures appropriées pour créer ou entretenir un climat favorable au courant international de capitaux privés,

Rappelant qu'au nombre des moyens que les Etats Membres devraient s'efforcer d'employer pour stimuler le courant international d'investissements privés, la résolution 824 (IX) recommande aux Etats Membres d'adopter, dans le cadre de leurs institutions, des mesures fiscales qui permettront de réduire progressivement la double imposition internationale en vue de parvenir à sa suppression définitive,

Rappelant que, dans sa résolution 825 (IX), elle a prié le Secrétaire général, en vue d'accélérer la cadence du développement économique des pays sous-développés, de poursuivre ses études relatives à l'imposition, par les pays exportateurs et les pays importateurs de capitaux, des revenus provenant des investissements étrangers, particulièrement de ceux qui sont faits dans les pays sous-développés, en utilisant dans lesdites études une analyse des réponses des gouvernements à son questionnaire relatif aux impôts frappant les étrangers, leurs avoirs et leurs transactions, et que, dans la même résolution, elle a invité le Conseil économique et social à examiner les rapports du Secrétaire général et à communiquer ensuite à l'Assemblée générale le résultat de ses délibérations,

1. Prend note des études que le Secrétaire général a présentées au Conseil économique et social à sa vingt-deuxième session;

2. Note avec satisfaction les progrès que plusieurs pays ont accomplis en ce qui concerne la suppression ou la réduction de la double imposition internationale grâce à des mesures législatives nationales et à des accords internationaux;

3. Prie le Secrétaire général d'achever aussi rapidement que possible les études demandées dans la résolution 825 (IX) et de les soumettre à l'examen du Conseil économique et social;

4. Demande au Conseil économique et social de présenter à l'Assemblée générale, à sa treizième session, les conclusions auxquelles il aura pu parvenir après examen de ces études.

/...

## INDUSTRIALISATION DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

### Projet de résolution IV

L'Assemblée générale,

Reconnaissant que l'industrialisation est une condition indispensable du développement économique des pays sous-développés,

Rappelant ses résolutions 521 et 522 (VI),

Notant les travaux que le Conseil économique et social, le Secrétaire général et les commissions économiques régionales ont effectués, principalement aux termes des résolutions précitées, travaux parmi lesquels il convient de mentionner les résolutions du Conseil en matière d'industrialisation et de productivité; le programme approuvé à ce sujet par le Conseil; l'étude du Secrétaire général intitulée Processus et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés (E/2670) et les études spéciales effectuées par les commissions économiques régionales,

Notant les travaux accomplis dans ce domaine par les institutions spécialisées,

Tenant compte, d'une part, de ce que les pays sous-développés ont manifesté leur volonté de promouvoir leur industrialisation pour assurer le développement sain et équilibré de leur économie, et, d'autre part, de ce que les pays industrialisés ont clairement indiqué qu'ils étaient disposés à coopérer aux efforts déployés en ce sens,

1. Exprime sa satisfaction des travaux exécutés par le Conseil économique et social, le Secrétaire général, les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées, dans les domaines de l'industrialisation et de la productivité, et les invite instamment à continuer d'accorder une attention toute particulière à ces questions;

2. Invite les Etats Membres à examiner avec la plus grande attention les études que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont effectuées ou effectuent en matière d'industrialisation et de productivité, et invite tout spécialement les gouvernements des pays en voie de développement à mettre à profit de la manière qu'ils jugeront appropriée, dans l'intérêt de leurs pays, les conclusions et recommandations contenues dans ces études.

/...

Projet de résolution V

L'Assemblée générale,

Consciente de l'intérêt qu'une industrialisation rapide présente dans les pays peu développés en tant qu'élément important du développement équilibré de leur économie,

Reconnaissant la nécessité de prendre, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et sous l'égide du Conseil économique et social, des dispositions structurales appropriées pour traiter les questions d'industrialisation et de productivité,

Notant les mesures que le Conseil économique et social a prises dans ses résolutions 597 (XXI) et 618 (XXII),

Estimant que la question des moyens de mise en oeuvre nécessaires à cette fin doit être étudiée de façon continue en fonction de l'évolution du programme de travail entrepris dans ce domaine par l'Organisation des Nations Unies,

1. Fait sienne la résolution 597 (XXI) du Conseil économique et social qui, notamment, réaffirme les responsabilités particulières du Conseil quand il s'agit de susciter et de coordonner les activités visant à accélérer l'industrialisation et à améliorer la productivité des pays en voie de développement, cette accélération et cette amélioration étant des éléments essentiels de tout programme de développement équilibré;

2. Prie le Secrétaire général de prendre dûment en considération, lors de la mise en oeuvre du programme de travail relatif à l'industrialisation et à la productivité, les diverses suggestions qui ont été faites à la vingt-deuxième session du Conseil économique et social et à la onzième session ordinaire de l'Assemblée générale, ainsi que les directives et les principes énoncés dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil;

3. Prie le Secrétaire général, comme suite à la résolution 618 (XXII) du Conseil économique et social, de présenter au Conseil économique et social, lors de sa vingt-cinquième session, un rapport sur les diverses dispositions structurales et administratives qu'il pourrait y avoir lieu de prendre.

/...

RASSEMBLEMENT DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSISTANCE  
ECONOMIQUE INTERNATIONALE AUX PAYS PEU DEVELOPPES

Projet de résolution VI

L'Assemblée générale,

Rappelant l'Article 55 de la Charte selon lequel les Nations Unies doivent favoriser le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social, et l'Article 56 par lequel les Membres s'engagent, en vue d'atteindre ces buts, à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation,

Rappelant d'autre part qu'aux termes de la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale, l'Organisation des Nations Unies étudie déjà, d'une manière continue, la question du courant international des capitaux privés en vue d'investissements dans les régions peu développées,

Reconnaissant l'importante contribution que les programmes actuels d'assistance technique et d'aide économique des Nations Unies apportent au développement économique des régions peu développées du monde,

Notant en outre que les Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées exécutent d'importants programmes bilatéraux et participent à la réalisation de programmes multilatéraux et régionaux d'assistance économique,

Reconnaissant que le rassemblement et la diffusion, par l'Organisation des Nations Unies, de renseignements concernant les programmes d'aide économique favoriseraient la coordination entre ces divers programmes et permettraient à l'Organisation d'envisager de façon constructive l'assistance aux régions peu développées du monde,

Prie le Conseil économique et social, lorsqu'il examinera, à sa vingt-quatrième session, la question du financement du développement économique, d'étudier le problème du rassemblement des renseignements concernant l'assistance économique internationale aux pays peu développés, en se fondant sur les renseignements que le Secrétaire général pourra fournir, compte tenu des observations présentées par les délégations au cours de la onzième session de l'Assemblée générale.

/...

COURANT INTERNATIONAL DES CAPITAUX PRIVES POUR LE DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

Projet de résolution VII :

L'Assemblée générale,

Considérant la recommandation qui figure au paragraphe 1 de la résolution 619 B (XXII) du Conseil économique et social, concernant les rapports que le Secrétaire général est invité à présenter au Conseil économique et social sur le courant international de capitaux privés,

Décide de modifier comme suit la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale :

a) Supprimer dans la première phrase du paragraphe 6 le mot "annuellement" et le remplacer par les mots "tous les trois ans";

b) Ajouter un nouveau paragraphe ainsi conçu :

"7. Invite en outre le Secrétaire général à préparer annuellement un rapport sur l'évolution de la situation, contenant une documentation statistique sur les mouvements de capitaux."

-----